



ÉCLAIRAGE



© DR

NOTRE INVITÉ
Andrea Pilotti
Politologue et
enseignant à l'Univer-
sité de Lausanne.

Ce dimanche, les Suisses ont refusé à 63% l'initiative populaire «Pour l'avenir de notre nature et de notre paysage», décriée par le milieu agricole.

Comment expliquer ce résultat clair contre ce texte, combattu par de nombreux paysans, alors que leur effectif ne fait que diminuer dans le pays?

Le vote sur l'initiative pour la biodiversité a confirmé le poids de la paysannerie suisse sur le plan politique. C'est une singularité tout helvétique, qui n'a pas d'égal dans les autres pays occidentaux. C'est à la fois surprenant et impressionnant de voir que sa capacité de faire passer ses messages est inversement proportionnelle au nombre d'emplois existant dans le secteur primaire, qui lui, ne fait que baisser.

Peut-on déchiffrer cette exception suisse?

On a souvent entendu parler de clivage entre les villes et la campagne. C'est une stratégie politique, qui ne se vérifie pas tant que ça du point de vue statistique sur le terrain. Il n'y a pas eu de résultats tranchés entre les grandes villes et leurs agglomérations et les villages, à quelques exceptions près. Cela s'explique en partie par la topographie de la Suisse. En peu de temps, les citoyens se retrouvent au milieu des champs, ce ne sont pas deux mondes complètement séparés qui coexistent comme cela se voit aux États-Unis ou en France par exemple, où les espaces sont beaucoup plus vastes. Beaucoup de personnes vivent à la campagne et travaillent en ville, il y a une certaine proximité géographique et territoriale qui persiste. Cela aide

lorsque la population doit se prononcer sur ce type d'initiative, les agriculteurs pouvant les toucher directement avec leurs arguments. Même le Parlement, qui comprend des agriculteurs mais aussi des députés issus de familles rurales, n'avait pas jugé bon d'élaborer un contre-projet à ce texte, qu'il a considéré comme non nécessaire.

Est-ce que ce refus est également dû au fait que l'on vote davantage à la campagne qu'en ville?

Peut-être. Dans les communes rurales, il y a une socialisation politique plus importante que dans les centres urbains, un rapport plus fort à l'engagement civique. Le rôle et l'influence de la famille sont décisifs pour encourager les jeunes à voter. On voit par exemple que dans les campagnes, le taux de participation dépasse généralement la moyenne nationale. À cela s'ajoute la capacité des paysans à mobiliser leur réseau pour défendre leurs valeurs, en posant des milliers d'affiches et de banderoles sur leurs hangars ou dans les champs, à la vue de tous. C'est redoutable, même si les opposants, dans ce cas, ont investi moins d'argent que les initiants. Ils ont fait campagne contre cette initiative sans avoir à passer par les grands médias pour transmettre leur message. Les campagnes dites «porte à porte» fonctionnent vraiment bien.

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉLINE DURUZ